



**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2024- 1965 du 9 juillet 2024
modifiant et complétant les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009
réglementant les activités de la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE Site 2 à Contrisson**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009 modifié réglementant les activités de la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France site 2 à Contrisson ;

Vu le porter à connaissance relatif à la modification des prescriptions applicables au projet UV/EB du site 2, transmis à la Préfecture de la Meuse le 31 août 2022 ;

Vu les courriels de la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France à l'inspection des installations classées en date du 8 février 2023, 12 mars 2023, 21 novembre 2023, 7 décembre 2023 et du 5 mars 2024 précisant notamment les niveaux d'exploitation des installations ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées de la DREAL Grand Est, référencé JPM/182-2023, en date du 23 mai 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 27 juin 2024 à la connaissance de l'exploitant, conformément aux dispositions de l'article R 181-45 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant l'évolution du classement administratif des installations classées pour la protection de l'environnement du site 2 de la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France à Contrisson décrite dans son dossier ;

Considérant la demande d'aménagement de l'article 2.4 « Comportement au feu des bâtiments » de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4511 ;

.../...

Considérant que la mesure compensatoire proposée dans le cadre de sa demande d'aménagement consiste à étendre les dispositions constructives particulières déjà prévues par l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009 modifié (initialement prévue pour le stockage des peintures classées sous la rubrique n° 1432), pour le stockage des peintures classées sous la rubrique n° 4511 ;

Considérant que cette mesure compensatoire permet d'obtenir un niveau de protection acceptable ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009 modifié autorisant la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France site 2 à exploiter des activités classées pour la protection de l'environnement dans son usine à Contrisson, sont complétées et modifiées de la façon suivante :

Article 2 : Classement des activités ICPE exercées sur le site

L'intitulé « Rubriques de classement » de l'article 1.2 *Nature des installations* de l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009, est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 1.2.1 Rubriques de classement :

Rubrique	Activité	Capacité	Classement
3670-2-a	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produit à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieur à 150 kg par heure	900t/an	A
3410-h	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : h) Matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	17t/jour	A
2660-a	Fabrication industrielle ou régénération de polymères	17t/jour	A
2940-2-a	Vernis, peinture, colle, ... (application, cuisson, séchage)	17,6 tonnes / jour	E
2661-1-b	Transformation de polymères	17 t/jour	E
2565-2-a	Métaux et matière plastiques (traitement des)	18 000 litres	E
2560-1	Métaux et alliages (travail mécanique des)	> 1000 kW Puissance totale 10000 kW	E
2662-1	Stockage de polymères	1750 m ³	E
4331-2	Liquide inflammable de catégorie 2 ou 3	140 tonnes	E
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	138 tonnes	DC
2910-A-2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	1 MW < DC < 20 MW installation 12 MW	DC
2921-1-b	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)	D < 3000 KW	D

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle périodique

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement et qui, bien que n'étant pas visées par la nomenclature des installations classées, ou étant en dessous des seuils de classement, sont de nature à modifier les dangers et inconvénients présentés par les installations classées.

Article 3 : Dispositions réglementaires applicables suite à l'évolution du classement ICPE

L'article 1.7 *Arrêtés, circulaires, instructions applicables* de l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009 est complété par les dispositions suivantes :

Les dispositions des arrêtés ministériels suivants sont applicables aux activités exercées sur le site sauf celles contraires aux prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et ses arrêtés complémentaires :

- l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4511 ;
- l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques n° 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 4 : Aménagement

Le local de stockage des peintures respecte les dispositions de l'article 8.4 *Activité de peinture* de l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009.

La tenue au feu de la porte fixée à l'article 2.4 « Comportement au feu des bâtiments » de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4511 n'est pas applicable à ce local.

Article 5 : Information

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CONTRISSON, commune d'implantation de l'exploitation.

Elle y sera affichée pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la Préfecture de la Meuse – bureau des procédures environnementales.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex - Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 7 : Obligation de notification de recours

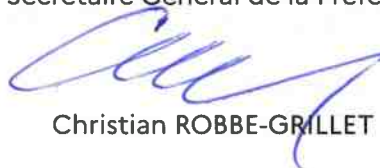
Conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1^{er}, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 8 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Maire de CONTRISSON, et l'Inspecteur des installations classées de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à titre de notification, à la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France site 2 – Zone Industrielle des Longues Raies – 55800 CONTRISSON
- à titre d'information, à :
 - M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse,
 - Mme la Déléguée territoriale de Meuse de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,
 - M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meuse,
 - M. le Directeur de Cabinet – Bureau de Défense et de Protection Civiles,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET